

**Monarchie constitutionnelle. 39,4 millions d'habitants. L'Espagne est divisée en 17 communes autonomes.**

**Capitale : Madrid (2,9 millions d'habitants).**

**1,6 million d'étudiants, 28 % des 18 - 24 ans sont dans l'enseignement supérieur. 48 universités publiques, 18 privées.**

Une destination populaire d'études pour les étrangers : 10 % des étudiants<sup>2</sup> en Espagne viennent d'autres pays, parmi lesquels environ 5000 européens. L'Andalousie, Madrid et la Catalogne sont les plus grandes régions universitaires, avec de 200 à 300 000 étudiants. L'université prédomine dans le système d'enseignement supérieur, mais on compte plus de 200 institutions non universitaires proposant des diplômes spécialisés. Les études sont divisées en 3 cycles, le premier dure 3 ans et conduit au " diplomado " ou au diplôme technique d'ingénieur ou d'architecte. La " licenciado " et le diplôme supérieur d'ingénieur ou d'architecte correspondent à 4 ou 5 ans d'études et valident le deuxième cycle, le troisième mène au doctorat. L'enseignement est très théorique, même dans les disciplines a priori techniques, mais les rapports avec les professeurs sont très conviviaux. Dans les régions autonomes de Catalogne, Galice et Pays Basque, certains cours se font dans la langue locale. Le catalan et le galicien sont parlés quotidiennement par la majorité des habitants.

Dans ces conditions, on pourrait s'attendre à la riche vie associative que toutes les universités mettent en avant dans leurs brochures de présentation ou sur Internet. En réalité, elle ne s'impose ni dans les universités, ni au niveau des régions et de l'état. La movida, mouvement culturel alternatif éclot après la mort de Franco, ne semble plus avoir de résonance chez les étudiants d'aujourd'hui, il est vrai nés après 1975. C'est depuis cette date que les associations sont autorisées à avoir une existence légale, ce qui éclaire au premier abord l'inexistence d'une tradition associative.

À l'échelle du pays, les associations nationales étudiantes sont en général des confédérations d'associations des communautés autonomes qui ne communiquent guère entre elles. Il y a une rivalité entre les régions, Madrid et Barcelone en Catalogne l'affichent clairement. L'unité rappelle la droite franquiste, tandis que la défense des régions, appelée " nationalisme " (et que bien des partis, de droite comme de gauche, mettent en avant) est synonyme de défense des libertés, même si elle conduit à un fractionnement. Ces confédérations, ainsi que d'autres associations, sont nées de la vague d'enthousiasme que la démocratie avait suscité, mais n'ont pas obtenu de résultats à court terme, et leurs membres s'en sont désintéressés. Les Espagnols les assimilent souvent à de grosses structures vides. L'Etat ne soutient que très faiblement les associations, " évitant ainsi de financer lui-même un contre-pouvoir, en laissant les gens se décourager dans leurs tentatives pour obtenir les moyens nécessaires à leur activité " nous explique un étudiant très impliqué à l'Université Autonome de Madrid.

La situation n'est pas meilleure au niveau des régions. " Un café pour tous " décrit-on en Catalogne, au secrétariat général de la jeunesse pour exprimer que les quelques 2000 associations enregistrées ne peuvent espérer beaucoup de la communauté autonome, mais qu'elles ont toutes droit à un peu. Cette instance propose des partenariats sur trois ans aux associations de jeunes les plus dynamiques, mais estime ses moyens insuffisants pour motiver les étudiants des universités.

Dans les universités, les clubs manquent souvent d'aides matérielles et financières, mais aussi de possibilités de communiquer avec leur établissement. Obtenir un local et un téléphone demande toujours beaucoup d'énergie, et rien n'est jamais acquis d'une année sur l'autre. Les étudiants ont le sentiment que les universités cherchent à éviter toute remise en question de leur fonctionnement. La représentation étudiante est imposée par loi<sup>3</sup>, et les étudiants sont effectivement présents jusque dans les plus hautes instances de l'université, du " gouvernement " au conseil social. En 2001, les syndicats étudiants ont protesté contre une réforme de la loi universitaire prévoyant de faire considérablement diminuer cette participation, et de l'annuler dans certaines facultés. Mais ils manquent de force, sont méconnus de la plupart des étudiants ou les laissent indifférents et rencontrent donc

d'énormes difficultés de mobilisation. Il est plus facile de trouver des bénévoles pour organiser un concert qu'un séminaire ! Et, comme dans tous les autres pays, les étudiants sont avant tout attirés par les associations sportives, de culture et de loisirs.

Pourtant les associations de jeunesse, confessionnelles ou non sont assez populaires et, par exemple, tous les hommes politiques actuels en ont fait partie. Mais, elles ne donnent pas lieu à une implication massive de leurs anciens membres lorsqu'ils accèdent à l'enseignement supérieur. En 1999, une étude sur les jeunes espagnols de 15 à 24 ans<sup>4</sup> a révélé que 9 % coopéraient avec une ONG (sur les 60 % qui auraient " aimé " le faire), tandis que 82 % se déclaraient satisfaits de leur vie. Les étudiants espagnols voyagent peu, ignorent ce qui se passe chez leurs voisins. 2 % d'entre eux se sentent européens. Leur plus grande préoccupation ? le chômage.

Les étudiants élus et actifs dans les conseils universitaires ou syndiqués déplorent que les étudiants espagnols soient en majorité matérialistes et enfermés chez eux. Il est vrai qu'en Espagne, par tradition, les étudiants quittent tard le foyer familial : à 25 ans, 90 % des jeunes sont encore chez leurs parents<sup>5</sup>. Les étudiants voulant s'émanciper ont le choix entre les places prises d'assaut en cité universitaire, en nombre considéré insuffisant, et plutôt chères (400 euros en moyenne par mois) et la collocation, assez courante, puisque les petits appartements sont rares. Les frais de scolarité sont de l'ordre de 200 euros minimum, mais ils augmentent de 40 à 60 % en cas d'échec, lorsque les étudiants doivent recommencer une ou deux fois leurs examens. Les petits boulots pour financer les études se généralisent en Espagne, toutes catégories sociales confondues. Impossible pour l'instant de savoir ce qui donnera une impulsion à la création d'associations étudiantes, du lobbying à long terme des conseils nationaux de jeunesse, ou des jeunes eux-mêmes, s'ils en trouvent la nécessité.

1 -Source Eurostat. Le Ministère espagnol de l'éducation donne la valeur de 40 % pour les 18-23 ans en 1999.

2-Idem.

3-La " loi de reforma de universitarias " qui date de 1983.

4-" Jóvenes españoles 99 " Javier Elzo et Juan Gonzales-Anleo, éd. Fundacion Santa Maria, Madrid 99

5-Idem.